

### *Initiatives parlementaires*

Le gouvernement conservateur a alors pris le pouvoir. Il allait montrer qu'il pouvait faire mieux. Il pouvait faire des coupes plus considérables et plus rapides, de sorte qu'en 1990, du montant de 237 000 \$, il ne restait plus que 146 000 \$, soit le montant gelé. Il ne reste donc plus aucun vaste programme au Canada.

Il semble donc que mon temps de parole s'achève. Je termine donc en disant que l'absence de programme est tragique, surtout si l'on considère que le rapport coûts-avantages est de un à dix.

Or, c'est également une tragédie sur le plan individuel. Je crois que ces mesures pourraient faire beaucoup pour rétablir ces programmes et pour aider les femmes ainsi que les jeunes gens à faire face à cette question d'une façon très positive.

[Français]

**Mme Suzanne Duplessis (secrétaire parlementaire du ministre des Relations extérieures et ministre d'État (Affaires indiennes et Nord canadien)):** Madame la Présidente, le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social est conscient de la nécessité de mettre sur pied des programmes d'éducation sexuelle et de planification familiale, en particulier à l'intention des jeunes.

Dans le cadre du Programme de contribution à la promotion de la santé, le Fonds de promotion de la santé finance des projets communautaires et, depuis 1983, il a consacré plus de deux millions de dollars à des projets liés à l'hygiène de la reproduction, notamment à la fertilité et à la planification familiale. La création, par la Fédération pour le planning des naissances du Canada d'un centre national d'information et de ressources sur la sexualité fait partie de ces projets.

Par l'entremise du Fonds de promotion de la santé, le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social a versé 314 000 \$ à la Fédération afin de l'aider à atteindre son objectif. Et, grâce à cette subvention, la Fédération pourra, non seulement entreprendre une évaluation méthodique des besoins à cet égard, mais encore amorcer la création du Centre d'information et de ressources sur la sexualité.

Ce projet vise à combler des lacunes existantes en matière de services d'information et à aider les formateurs qui oeuvrent avec les intervenants dans le domaine de l'éducation familiale.

Bon nombre d'organisations ont souligné la nécessité d'offrir, de façon concertée, de l'information de qualité en matière de sexualité humaine.

Madame la Présidente, à l'heure actuelle, la Fédération pour le planning des naissances s'emploie avec énergie à recueillir des fonds auprès des particuliers, des fondations et du secteur privé afin de payer les coûts élevés de mise en train du Centre d'information et de ressources. Bon nombre de centres d'information ont dû relever le même défi, trouver et conserver des sources de financement.

Le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social appuie la création de ce centre et invite les représentants de tous les secteurs à s'intéresser à ce projet des plus louables. Au Canada, nous sommes privilégiés que le secteur bénévole joue un rôle d'une telle importance dans le domaine des soins de santé. Une telle entreprise est parfaitement conforme à notre philosophie, qui est d'encourager la participation de la population et appuyer les interventions communautaires visant à répondre aux besoins dans le domaine de la santé.

Madame la Présidente, le Fonds de promotion de la santé accorde son appui financier à beaucoup d'autres projets liés à l'hygiène de la reproduction, notamment la création d'une Trousse de prévention de l'exploitation des enfants à l'intention des travailleurs de garderie et d'une Trousse de ressources communautaires sur les nouvelles techniques de reproduction, un atelier sur l'accouchement destiné aux femmes du Nord et à leurs familles, une évaluation des besoins des femmes ménopausées et un plan d'action à leur égard. Enfin, dans les Maritimes, un projet d'éducation sexuelle à l'intention des parents.

Le Fonds de la promotion de la santé gère en outre le Programme d'action communautaire sur le SIDA, le programme PACS. Par l'entremise de ce programme, on accorde une contribution financière aux projets qui abordent les questions relatives au SIDA et au VIH et qui encouragent la participation communautaire, la concertation et l'évaluation inter-sectorielles dans ce domaine.

Dans le cadre de la section éducation et sensibilisation de ce programme, on finance plusieurs projets qui favorisent les capacités de faire face à la situation et les modifications du comportement.

C'est le cas notamment de deux projets: le premier, *Sex without Aids today*, est financé par la Faculté de nursing de l'Université du Nouveau-Brunswick, et le second, *Talking sex on campus*, par le Conseil des étudiantes de la Faculté de nursing de l'Université de Toronto. Ces projets mettent tous deux l'accent sur l'acquisition de compétences et l'adoption, par les étudiants, de comportements sexuels plus sûrs.